

# La Fonction publique doit reconnaître l'état d'urgence environnemental

Carte blanche ([//www.levif.be/actualite/auteurs/carte-blanche-855.html?show=opinions](https://www.levif.be/actualite/auteurs/carte-blanche-855.html?show=opinions))

07/03/19 à 13:56 - Mise à jour à 13:44

**Je suis universitaire ; je sais lire une étude scientifique publiée dans une revue internationale à comité de lecture. Et je ne peux plus supporter l'écart sidérant entre les cris d'alarmes incessants de tant de scientifiques, l'inertie de tant de citoyens et l'inaction de tant de politiques face à la dévastation de notre environnement.**



© iStock

Je suis économiste ; je sais compter et évaluer la dynamique d'un système. Et je ne peux plus supporter que le rythme de destruction de la Biosphère soit largement supérieur au rythme de progression de la conscience citoyenne et au rythme de transition des politiques publiques.

Je suis fonctionnaire ; je sais évaluer l'impact d'une politique publique. A l'interface de la science, des citoyens, des associations, des entreprises et des politiques, je ne peux plus admettre que nous soyons en train de perdre collectivement la course contre la montre pour arrêter la destruction de notre monde.

J'ai peur de vivre dans un environnement ravagé, mort et hideux. Je doute face à notre aliénation à la surconsommation, aux vols low cost, aux SUV, aux villas 4 façades neuves sur des terres agricoles, à la viande à tous les repas, au dernier gsm de luxe, au renouvellement perpétuel du mobilier, des vêtements et de l'électroménager. Et je suis désespéré par le déni, l'apathie et l'inertie collective.

Mais je suis encore plus en colère face au cynisme et au nihilisme des citoyens et dirigeants quand ils ignorent ou camouflent le saccage de la Terre. Je suis encore plus déterminé à m'exprimer car c'est la seule manière d'apaiser ma conscience et de rendre honneur à ma dignité de citoyen doué de pensée et de parole. Et je suis encore plus résolu à agir car je veux pouvoir regarder mes enfants en face au crépuscule de ma vie.

En tant que travailleur au sein du secteur public, je m'interroge. Pourquoi les dizaines de milliers de membres du personnel du secteur public, leurs syndicats et leurs dirigeants, ne sont-ils pas dans la rue, en grève générale, pour le Climat, l'Environnement, l'Energie, la Nature, l'Agriculture, les Forêts, le Logement, l'Agriculture, l'Eau, l'Air et les Sols, comme la Police, la Justice, la Protection civile, les Pompiers, quand les politiques menées par les gouvernements, par leur insuffisance, menacent la continuité du Service public dans leur compétence ?

Si les citoyens éduqués, conscients, engagés et protégés de la Fonction publique ne se battent pas féroce-ment pour le droit de leurs concitoyens à la vie, à la santé et à un environnement de qualité, qui le fera ?

Que nous nous interrogeons sur le respect des devoirs du fonctionnaire, c'est le signe de notre professionnalisme : *légalité, neutralité, loyauté, réserve, dignité*, sont indispensables à l'exercice de la Fonction publique. Mais les règles de la Fonction publique sont des moyens au service d'une fin : le bien commun. Quand le bien commun fait face à une menace existentielle, nous devons cesser de nous retrancher derrière un respect *douteux* des règles et revendiquer notre liberté d'expression et d'action. On n'a pas vaincu le fascisme en Europe, on n'a pas abattu la monarchie absolue, on n'a pas obtenu l'indépendance nationale, le suffrage universel et les droits sociaux en étant silencieux, docile et inerte face à l'inaction politique.

A mon sens, les travailleurs du secteur public qui restent silencieux, dociles et inertes face à la destruction de notre climat et de notre environnement enfreignent en réalité l'esprit, si pas la lettre, de toutes les règles de la Fonction publique. Ils ne respectent pas la *légalité*, s'ils ne dénoncent pas la transgression de tous les traités et lois climatiques et environnementaux par les politiques menées. Ils ne sont pas *neutres*, s'ils laissent mener, par abstention, des politiques, qui nous mènent droits dans le mur. Ils ne sont pas *loyaux*, s'ils ne respectent pas la mission qui est inscrite dans les lois qui créent leurs administrations et les traités internationaux : préserver la santé humaine, le climat et l'environnement. Ils enfreignent leur *devoir de réserve*, s'ils ne relaient pas suffisamment fort les travaux scientifiques les plus alarmants à leur tutelle et au grand public, s'ils cautionnent par leur silence le message mensonger que *l'action politique est suffisante et que tout va bien dans le meilleur des mondes*. Ils ne sont pas *dignes* de la Fonction publique et de la confiance qu'ont placée en eux les citoyens pour défendre l'intérêt général s'ils ne s'interposent pas intelligemment pour dénoncer l'inaction politique face à une menace existentielle.

C'est pourquoi les travailleurs du secteur public, en raison de leurs missions légales, comme interfaces de toutes les parties prenantes de la société, comme exécuteurs des politiques publiques et courroies de transmission de la démocratie, doivent briser leur silence assourdissant, oser interpeller leurs tutelles et toutes les parties prenantes de la société, pour *déclarer la réalité de l'état d'urgence environnemental*, et s'engager de toutes leurs forces, avec une détermination et un courage exemplaires, à l'avant-garde de la lutte sociétale pour la transition.

Ainsi, selon le cri d'alarme de 15.000 scientifiques de 184 pays lancé en décembre 2017.

*"Les transitions vers la soutenabilité se produisent de diverses manières mais toutes requièrent la pression de la société civile, un argumentaire basé sur des preuves scientifiques, un leadership politique, et une compréhension solide des instruments de politique publique, de marché et des autres facteurs de changement. [...] Comme la plupart des leaders politiques répondent à la pression, les scientifiques, les influenceurs médiatiques et les simples citoyens doivent insister pour que leurs gouvernements agissent immédiatement afin de respecter un impératif moral envers les générations humaines présentes et futures, et le reste du vivant. Avec une lame de fond d'efforts organisés par la base, l'opposition obstinée au changement peut être renversée et les leaders politiques incités à faire ce qui est juste."*

En tant que composante essentielle de la société civile, les corps intermédiaires ne peuvent laisser les citoyens seuls face à l'inertie de l'industrie et du politique. Les travailleurs du secteur public, les enseignants, les associations, les journalistes, les chercheurs, les syndicats et les fédérations professionnelles doivent jouer leur rôle d'interface dans notre pays.

En ce qui me concerne, ça suffit ! Je ne peux plus rester silencieux, docile et inerte. Comme fonctionnaire, me suis engagé à défendre l'Environnement, la Santé humaine et le Bien-être animal. Et je trahis chaque jour cet engagement si je ne fais rien de sérieux quand toute la société se mobilise pour le climat.

Je ne suis pas qu'un fonctionnaire, je suis aussi un citoyen, un universitaire, un père, un fils, un frère et surtout ... un être vivant ! En tant qu'être humain, j'ai le droit de vivre, en tant que citoyen, j'ai le droit constitutionnel, en tant qu'universitaire, j'ai la légitimité intellectuelle, pour exprimer mon extrême indignation face à l'inertie citoyenne et politique générale en matière de Climat, de Santé humaine et d'Environnement. A quoi sert l'Etat s'il ne protège pas ses citoyens ? A quoi servent les fonctionnaires si l'inertie citoyenne et les politiques menées nous conduisent au

désastre sanitaire et environnemental ?

C'est pourquoi, en âme et conscience, et dans le respect des plus hautes valeurs de la Fonction publique, dans l'intérêt des citoyens que je sers chaque jour, dans l'intérêt de l'Etat et de ma mission, je ferai grève et je rejoindrai les jeunes, les syndicats, les anciens, les associations, mes concitoyens -et je l'espère nombre de mes chers collègues !- à la marche mondiale pour le climat ce vendredi 15 mars 2019. Dès le lundi 18 mars, je reprendrai mon travail avec la *légalité*, la *neutralité*, la *loyauté*, la *réserve* et la *dignité* de ma fonction, au service de mes concitoyens.

**Cédric Chevalier**, citoyen et fonctionnaire de l'Environnement, à titre personnel.

Si vous voulez vous joindre à ce message en tant que travailleur du secteur public, signez la pétition ci-jointe :  
<https://www.change.org/p/ambtenaren-fonctionnaires-civilservants4climate> (<https://www.change.org/p/ambtenaren-fonctionnaires-civilservants4climate>)